



Pour une
nouvelle
stratégie
antifasciste

Intervention : Pour une nouvelle stratégie antifasciste

De la séquence qui a suivi la mort de Thomas à Crépol, une conséquence peut être tirée : l'extrême-droite s'est montrée suffisamment forte pour s'imposer dans les médias et prendre la rue. Cette réalité va de pair avec notre incapacité à y répondre. Hormis dans quelques villes, les groupuscules d'extrême-droite ont pu tenir la rue, à peine gênés par de rares interventions policières. Notre camp s'est donc montré impuissant à apporter une réponse à la hauteur des attaques menées par les fascistes.

Depuis quelques années, à plusieurs reprises, le même schéma s'est répété. Des groupes fascistes traduisent leurs objectifs politiques dans des actions relativement spectaculaires (patrouilles aux frontières dans les Alpes et dans les Pyrénées, attaques de facs occupées, manifestations suite à un fait divers, etc) et se mettent en scène, bien aidés par les relais médiatiques dont ils disposent. Puis, dans un deuxième temps, l'Etat intervient en judiciarisant certaines de leurs actions et en dissolvant les groupes les plus identifiables. Enfin l'Etat reprend à son compte les mots d'ordre fascistes en créant de nouvelles lois sécuritaires, en massifiant la présence policière dans l'espace public ou en s'attaquant lui-même aux composantes du mouvement social. En somme, l'Etat se réaffirme comme la seule entité à même de préserver le pays contre le chaos et l'insécurité.

Autrement dit, les groupes fascistes agissent comme un aiguillon : ils poussent des blocs ou des groupes au sein de l'Etat à prendre position dans la guerre civilisationnelle que l'extrême-droite croit discerner dans l'actualité, voire appelle de ses vœux. Et les appareils d'Etat les plus prompts à réagir, qu'il s'agisse des policiers ou des gendarmes électeurs de Marine Le Pen et de Zemmour, des préfets les plus réacs ou des politiciens les plus arrivistes, embrayent aussitôt. Dans le camp réactionnaire qui regroupe l'Etat et les fascistes, les seconds font office de branche la plus radicale du premier, parce qu'ils font de manière plus ostensible ce que les appareils étatiques réaliseront plus discrètement.

Il apparaît donc nécessaire de briser leur dynamique, et ce pour deux raisons : d'une part pour éviter le risque qu'ils ne deviennent un mouvement de masse ; d'autre part car leur action contribue à définir la ligne du camp réactionnaire. S'attaquer à eux permettrait donc de les isoler du reste de leur camp et de perpétuer leur caractère groupusculaire. Ce faisant, on se donne une possibilité concrète d'enrayer le processus de fascisation des appareils d'Etat en cours.

Certes, ce travail n'est d'ailleurs qu'une première offensive, qui doit nécessairement se poursuivre contre les appareils de liaison de l'Etat. Les institutions médiatiques et les appareils politiques sont autant d'acteurs de la fascisation, et constituent un ennemi à combattre.

LA POSSIBILITE D'UNE NOUVELLE STRATEGIE ANTIFASCISTE

Pour ce faire, on peine à discerner une stratégie antifasciste qui réponde à cet impératif stratégique. D'un côté on a ceux qui mènent la bataille sur le champ culturel, en essayant de répondre aux fascistes et à leurs tentatives d'institutionnali-

sation par un équivalent de gauche. Génération Identitaire déploie une banderole depuis les toits de la place de la République ; les antifascistes déploient leur banderole depuis l'arc de triomphe de Strasbourg Saint Denis et voilà. Les uns déploient leurs liens avec les députés ; les autres font de même. Mais cette stratégie de guerre pour emporter l'opinion publique se heurte à plusieurs écueils.

En reposant sur la respectabilité des actions aux yeux des citoyens et des institutions d'Etat, cette stratégie se prive d'un réel pouvoir d'attaque. Toujours pour rester respectable, faire le choix de l'alliance avec les partis de gauche, c'est oublier qu'aucun antifascisme d'Etat n'est souhaitable, car il contribue toujours à légitimer et à renforcer des outils de gouvernement qui servent aussi les franges respectables du fascisme institutionnalisé. Finalement, cela prive l'antifascisme de sa propre stratégie, il est tacticalisé pour servir de barrage lors des élections, privatisé par des groupes formés à la bagarre qui mènent, pour les autres, une chasse dans les rues qui doit permettre à chaque citoyen de dormir serein, sans avoir à participer lui-même à cette lutte ingrate.

De l'autre côté, des groupes qui produisent, du fait de leur position autonome, des analyses critiques des appareils d'Etat et un discours politique sur l'actualité dans lequel nous nous retrouvons souvent. Pourtant, ces groupes ont fait le choix de modalités d'organisation privées, non collectives, qui semblent un frein à l'extension et à la pratique d'une ligne antifasciste aujourd'hui.

En effet, le choix de ces groupes de s'organiser en secret, pour des raisons de sécurité évidentes et que nous comprenons, se privent de la possibilité de rendre l'antifascisme praticable par tous. De plus, en se focalisant efficacement sur des points très spécifiques de l'organisation des fascistes, elle se prive souvent de réaliser des objectifs plus

ambitieux (contre-rassemblements publics, etc.). Si cette approche a un intérêt tactique incontestable, il nous semble qu'elle pourrait se combiner avantageusement avec un espace d'organisation plus large.

POUR UN ESPACE D'ORGANISATION OUVERT A PARIS SUR LA QUESTION ANTIFASCISTE

Pour ne pas choisir nos actions au hasard, il faut, autant que possible, les articuler autour d'une ligne stratégique concrète. Il ne s'agit pas ici de définir une fois pour toutes un manuel clé en main de l'antifascisme, mais de réfléchir aux moyens d'élaborer cette ligne ensemble. Dans cette partie, on se contentera d'une série de propositions qui permettent d'esquisser cette ligne.

Il faut donc que notre antifascisme se constitue autour d'une ligne stratégique concrète et appropriable par tout le monde. Dire que l'antifascisme est l'affaire de tous ne suffit pas, encore faut-il se doter de cadres organisationnels et politiques qui le rendent effectivement praticable par tout le monde. Il faut casser la division entre les groupes antifas de rue et le reste du mouvement social, refuser la spécialisation. Ainsi, l'enjeu est de faire que chacun.e puisse s'approprier les questions antifascistes - y compris la question de la violence.

Pour ce faire, s'organiser via conversations signal et mobes en groupes fermés ne suffit pas : il nous faut un espace qui prenne à bras-le-corps les questions organisationnelles. L'aller-retour entre discussions collectives et actions concrètes pourra seul permettre de faire émerger une ligne stratégique de long terme discutable par tous. L'organisation a une valeur en soi : en invitant chacun.e à participer à l'élaboration collective d'une action, on offre la possibilité pour

toustes de s'impliquer concrètement dans les questions organisationnelles et stratégiques que toute action suppose. A cet égard, ce n'est pas tant le résultat ou l'efficacité tactique de court terme qui compte. C'est la possibilité pour chacun.e de s'organiser dans ce cadre, d'y développer des liens de confiance qui dépassent l'affinitaire.

Mais on ne peut en rester au seul affrontement avec les groupes fascistes, puisqu'ils s'inscrivent dans un camp plus large, qui comprend à la fois les partis de droite et d'extrême droite, mais aussi les institutions médiatiques, la classe de gouvernement dans son ensemble, la police, et l'ensemble des appareils d'Etat. Bref, faire de l'antifascisme une lutte isolée constitue un non-sens stratégique.

Il doit toujours constituer un tremplin vers la construction d'un antagonisme qui pointe vers un ennemi plus global : l'Etat et ses appareils répressifs et idéologiques. Concrètement, les luttes antifascistes doivent permettre de structurer l'existence d'un camp révolutionnaire plus large, et qui prenne en charge la question stratégique de la révolution. En prenant l'habitude de discuter, en établissant des liens de confiance et des réflexes stratégiques communs, on se laisse la possibilité de se projeter dans des luttes plus offensives et ambitieuses.

ELEMENTS D'ORGANISATION CONCRETS

Quelle forme donner à cette ligne ? Ici, on parlera d'éléments d'organisation plus concrets et d'écueils à éviter pour faire vivre l'espace que nous appelons de nos vœux dans le temps long.

La première condition, essentielle à nos yeux, est de nous

organiser dans une structure assembléiste et publique. Comme on a pu le dire plus haut, le caractère public des débats et des prises de décisions est indispensable pour que concrètement chacun.e puisse se saisir des enjeux antifascistes.

Cela implique que l'AG soit bien plus qu'une caisse d'enregistrement d'actions décidées en secret, ailleurs, en comité restreint. Cette logique, qui consiste à présenter en public des objectifs pensés en comité restreint, donne le sentiment justifié que tout est décidé avant l'AG, et que donc notre présence importe peu, ce qui mène nécessairement à la démobilisation à long terme. Contre cette logique, il faut affirmer à rebours que c'est dans l'AG que doivent se prendre les décisions importantes, les objectifs à atteindre etc, et le secret doit être observé, si nécessaire, pour certains aspects pratiques de la réalisation des actions.

On l'a déjà dit : la qualité du cadre compte autant que les objectifs qu'on se donne. Plutôt que de chercher à tout prix une victoire, peu importe son prix, il faut plutôt chercher à inscrire les actions qu'on porte dans une dynamique porteuse politiquement. Concrètement, plutôt que de se demander tout de suite comment obtenir une victoire facile et efficace, il faudra plutôt faire en sorte que cet espace d'organisation puisse perdurer dans le temps et gagner peu à peu la force nécessaire pour envisager des victoires plus grandes encore.

Encore plus concrètement, et pour visualiser les choses, on peut agir selon le schéma suivant :

**AG > Comob > Appel > Action > Débrief
(retour critique) > Communication > AG'**

Au moment de l'AG, les décisions sont prises. Elles sont dans un second temps réalisées par les différents commob, nécessairement ouverts à toutes. Une fois les conditions de réalisation de l'action réunies, un appel est lancé depuis la page de l'AG. Vient ensuite le temps de l'action en elle-même. Enfin, et c'est le moment le plus important, vient le débrief, où sont analysées les réussites et les erreurs de l'action, et les points à améliorer. La communication permet de publiciser le travail de l'AG. Alors, une nouvelle AG peut avoir lieu.

Il nous apparaît que ces conditions sont les seules à même de garantir la pérennité d'un espace d'organisation public et ouvert sur la question antifasciste. Ce modèle, inspiré par d'autres, ne s'applique évidemment pas qu'à l'antifascisme. Il constitue selon nous une possibilité politique concrète pour répondre au manque de structuration du milieu militant parisien.

Paris /
Décembre 2023

Couverture /
1962, Manchester,
Le fasciste Oswald Mosley frappé et lynché
par la foule